



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 000010/AONR/MINEPAT/PADI-DJA/CSPM/2026 DU 27 OCT 2026

**POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGE DE L'EVALUATION DES
OPPORTUNITES SOCIO-ECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTALES DURABLES DES
JEUNES ET DES FEMMES POUR UNE TRANSFORMATION DES RAPPORTS SOCIAUX
DE GENRE.**

1- Objet de l'Appel d'Offres :

Le **Coordonnateur du PADI-DJA**, Maître d'Ouvrage Délégué, lance un Appel d'Offres National Restreint pour le recrutement d'un cabinet chargé de l'évaluation des opportunités socio-économiques et environnementale durable des jeunes et des femmes pour une transformation des rapports sociaux de genre dans la zone d'intervention du PADI-Dja.

2-Allotissement :

Les prestations envisagées sont regroupées en **(01) lot unique** comme suit :

N° de lot	Régions	Départements	Communes	Délai (mois)	Coût prévisionnel F CFA (TTC)	Type d'intervention
Unique	Est et Sud	Haut-Nyong et Dja et Lobo	Bengbis ; Meyomessi ; Mintom ; Lomié ; Ngoyla et Messamena	03	127 000 000	Prestations intellectuelles

3-Consistance des prestations :

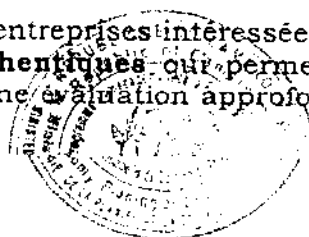
Dans le cadre de sa mission, le consultant sera chargé de :

- Evaluer la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité du projet
- Evaluer la prise en compte des approches de protection/sauvegarde, de genre et d'inclusion et de jeunes actrices ;
- Evaluer le dispositif de mise en œuvre du projet (coordination, du projet, lien avec les partenaires, participation des jeunes...)
- Calculer l'atteinte des indicateurs (cf. tableau d'atteinte des indicateurs qui sera à compléter pour le rapport final de l'évaluation)
- Elaborer un rapport d'étude intégrant des explications sur la méthodologie (y compris l'implication des jeunes dans l'étude), une analyse des données collectées, une comparaison entre pays et avec l'étude de base ;
- Fournir des recommandations au PADI-DJA sur la mise en œuvre de futures interventions.

4-Participation et origine :

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux sociétés et entreprises ou groupement d'entreprises de droits camerounais, ayant une expérience avérée dans le domaine des prestations similaires.

Par le présent Avis d'Appel d'Offres, les entreprises intéressées sont invitées à fournir dans leurs offres, les informations **authentiques** qui permettront de retenir celles pouvant réaliser les prestations après une évaluation approfondie et objective de son dossier.



Le mode de soumission est : **en ligne exclusivement.**

6-Financement :

Le montant prévisionnel des prestations objet de la présente consultation est de **127 000 000 F CFA TTC**. Ces prestations sont financées par le BIP/MINFI, **Exercice 2026, imputation : 60 20 234 1 31000001 0112 464109.**

7-Délai d'exécution :

Le délai global d'exécution des prestations est de **trois (03) mois**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

8-Cautionnement provisoire (garantie de soumission) :

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution, acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés Publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **un million (1 000 000) Francs CFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au -delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de caution de soumission délivrée par un organisme financier autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics revêtue du timbre au tarif en vigueur, entraînera tout simplement le rejet de l'offre du soumissionnaire. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec l'Appel d'Offres concerné est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. **Cette caution devant être accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC).**

9-Consultation du Dossier d'Appel d'Offres :

Le dossier du présent appel d'offres peut être consulté par les soumissionnaires gratuitement auprès du Secrétariat du Coordonnateur du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la boucle minière du Dja et de la zone frontalière adjacente (PADI-Dja) à **l'immeuble siège du Programme**, sis au quartier Bastos à proximité de l'Ambassade de la République du Congo, au 2ème étage, de 08 h 30 à 15 h 30 **et/ou téléchargé gratuitement sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site web de l'ARMP (<http://www.armp.cm>).**

10-Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres :

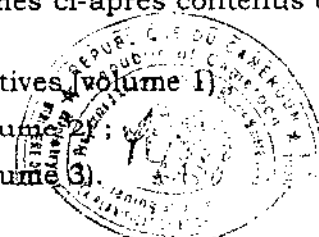
Le dossier du présent appel d'offres peut être retiré par les soumissionnaires auprès du Secrétariat du Coordonnateur du Projet, porte 202 contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable des frais d'acquisition de **cent mille (100 000) en francs CFA** payable dans le compte spécial CAS-ARMP ouvert à la BICEC. La quittance devra préciser le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres. Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Lors du retrait du dossier, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en indiquant leur adresse complète (B.P, Fax, Télax, Téléphone).

Toutefois, la soumission des offres par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO dont le téléchargement est gratuit.

11-Présentation des offres :

Les documents constituant l'offre sont répartis en trois volumes ci-après contenus dans une enveloppe fermée et scellée dont :

- **L'enveloppe A** contenant les Pièces administratives (**Volume 1**)
- **L'enveloppe B** contenant l'Offre technique (**Volume 2**)
- **L'enveloppe C** contenant l'Offre financière (**Volume 3**)



Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique autre que la blanche.

12-Remise des offres :

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 23/11/2026 à 13h00. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « **copie de sauvegarde** », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

“ APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 000010 /AONR/MINEPAT/PADI-DJA/CSPM/2026 DU 27 OCT 2026 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGE DE L'EVALUATION DES OPPORTUNITES SOCIO-ECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTALES DURABLES DES JEUNES ET DES FEMMES POUR UNE TRANSFORMATION DES RAPPORTS SOCIAUX DE GENRE
Financement : BIP du MINFI, Exercice 2026

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement”

Elle sera accompagnée de l'original de la caution de soumission et du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

N.B : L'offre financière témoin, sera jointe séparément dans une enveloppe scellée marquée comme tel.

13-Recevabilité des offres :

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14-Ouverture des plis :

L'ouverture des offres se fera en deux temps. L'ouverture des offres administratives et techniques se fera le même jour que la date limite de dépôt, à 14 heures précises, dans la salle de réunions du PADI-DJA au 2^{ème} étage de l'immeuble siège, sis au quartier Bastos à proximité de l'Ambassade de la République du Congo.

15- Critères d'évaluation des offres :

15.1. Critères éliminatoires :

a) **Dossier administratif incomplet pour :**



- Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission (récépissé de consignation, mention manuscrite, timbrée au tarif en vigueur) à l'ouverture des plis, conformément aux dispositions de la circulaire n°00014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025 ;
- Non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces.
- Non-respect de la taille et du format des fichiers.

b) Offre technique pour :

- Profil du Chef de Mission non conforme (Diplôme certifié BAC+5 en management environnemental, CV daté et signé, expérience professionnelle générale de 10 ans minimum, expérience spécifique comme chef de mission dans trois projets similaires minimum) ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes établies par le MINMAP (En cas de groupement chaque membre produira cette déclaration sur l'honneur) ;
- Absence de la charte d'intégrité ;
- Absence de la déclaration d'engagement social et environnemental ;
- Utilisation d'un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ;
- Absence d'une capacité de financement (Ligne de crédit disponible) délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances d'au moins 40 000 000 FCFA conformément à la lettre circulaire N°000003/LC/PRC/MINMAP/CAB du 17 mars 2026 ;
- N'avoir pas obtenu une note technique supérieure ou égale à 80 points / 100.

c) Offre financière incomplète pour :

- Absence d'une soumission timbrée, datée et signée ;
- Absence du bordereau des prix suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page ;
- Absence du devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté ;
- Absence d'un sous – détails d'un prix quantifié ;
- Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;
- Non-conformité du mode de soumission ;

15.2. Critères essentiels :

L'évaluation des offres techniques sera faite sur **100 points** sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- | | |
|---|-----------|
| a) Présentation de l'offre | 05 points |
| b) Références et expérience du Bureau d'Etudes | 20 points |
| c) Méthodologie et planning d'exécution de la mission..... | 25 points |
| d) Expérience et Qualification du personnel clé affecté à la mission..... | 40 points |
| e) Matériels et Equipements | 10 points |



Cette évaluation a pour objet de faire ressortir les offres techniques recevables, c'est – à – dire dont les notes obtenues sont supérieures ou égales à 80 points.

16-Durée de validité des offres :

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17-Attribution du marché :

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant satisfait à tous les critères éliminatoires et dont l'offre sera jugée la mieux-disante sur le plan technico-financier, c'est à dire qui aura obtenu la note globale la plus élevée.

Note Globale Ng=0.80 Nt + 0,20Nf

18-Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la boucle minière du Dja et de la zone frontalière adjacente (PADI-Dja), Département du développement Rural et Communautaire, Bureau du Chef de Département, porte 204.

19-Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

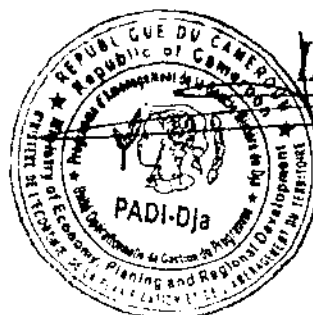
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517 ou l'Autorité chargée des marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le ..2...7...OCT...2026.....

Le Coordonnateur du PADI-DJA
Maitre d'Ouvrage Délégué

Ampliations :

ARMP
CSPM-PADI-Dja /PADI-DJA
DDRC/PADI-DJA
CHRONO
ARCHIVES
AFFICHAGE
CELCOM



Le Coordonnateur

Blondel / Reclut

1

NATIONAL RESTRICTED CALL FOR TENDER

N° 000010/AONR/MINEPAT/PADI-DJA/CSPM/2026 OF 27 OCT 2026...
FOR THE RECRUITMENT OF A FIRM TO ASSESS SUSTAINABLE SOCIO-
ECONOMIC AND ENVIRONMENTAL OPPORTUNITIES FOR YOUTH AND
WOMEN, AIMED AT TRANSFORMING GENDER RELATIONS

1-Subject of the Invitation to Tender

The **PADI-DJA Coordinator**, Delegated Project Owner, launches a National Restricted Call for Tenders for the recruitment of a firm to assess sustainable socio-economic and environmental opportunities for youth and women, aimed at transforming gender relations within the PADI-Dja intervention area.

2- Allotment:

The work consists of one (01) single lot as follows:

Lot No.	Region	Department	cities	Deadline (months)	Estimated Cost CFA F (incl. VAT)	Type of intervention
Unique	Eastern and Southern	Haut-Nyong and Dja et Lobo	Bengbis ; Meyomessi ; Mimitom ; Lomié ; Ngoyla et Messamena	03	127 000 000	Professional services

3- Scope of Services:

As part of the assignment, the consultant will be responsible for:

- Assessing the project's relevance, coherence, effectiveness, efficiency, impact, and sustainability;
- Assessing the integration of protection/safeguarding, gender, inclusion, and youth-as-actors approaches;
- Assessing the project implementation framework (coordination, partner relations, youth participation, etc.);
- Calculating the level of indicator achievement (refer to the indicator achievement table to be completed for the final evaluation report);
- Preparing a study report that includes an explanation of the methodology (including youth involvement in the study), an analysis of the data collected, and a comparison across countries and against the baseline study;
- Providing recommendations to PADI-DJA regarding the implementation of future interventions.

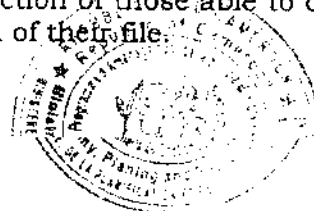
4-Participation and Origin:

Participation in this Call for Tenders is open on equal terms to companies, businesses, or groups of companies incorporated under Cameroonian law, with proven experience in the field of similar services.

By this Call for Tenders, interested companies are invited to provide in their offers, **authentic** information which will enable the selection of those able to carry out the services after a thorough and objective evaluation of their file.

5-Submission Method:

The submission method is **online exclusively**.



6-Financing:

The estimated cost of the services covered by this consultation is 127,000,000 CFA Francs ATI. This work is financed by the BIP/MINFI, **fiscal year 2026, allocation: 60 20 234 1 31000001 0112 464109.**

7-Execution Time:

The overall timeframe for completion of the services is **three (03) months**. This period begins on the date of notification of the service order.

8-Provisional Security (Bid Guarantee):

Each bidder must attach to their administrative documents a bond, paid by hand, issued by an organization or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, as listed in Exhibit 14 of the tender documents. The amount is **one million (1,000,000) CFA francs** and is valid for up to thirty (30) days beyond the initial bid validity date.

The absence of a bid bond issued by a financial organization authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of public procurement, bearing the stamp at the current rate, will simply result in the rejection of the bidder's offer. A bid bond produced but having no connection with the relevant call for tenders is considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible. **This deposit must be accompanied by the deposit receipt issued by the Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC).**

9-Consultation of the Tender Documents:

The tender file may be consulted free of charge by bidders at the Secretariat of the Coordinator of the Integrated Planning and Development Program for the Dja Mining Loop and Adjacent Border Area (PADI-Dja)—located at the **Program's headquarters** in the Bastos district, near the Embassy of the Republic of Congo (2nd floor), between 8:30 a.m. and 3:30 p.m. **and/or downloaded free of charge from the COLEPS platform** (available at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>) and the ARMP website (<http://www.armp.cm>)

10-Acquisition of the Tender Documents:

The tender dossier may be collected by bidders from the Project Coordinator's Secretariat (Room 202) upon presentation of a receipt confirming payment of a non-refundable fee of **one hundred thousand (100,000) CFA francs** into the special CAS-ARMP account held at BICEC. The receipt must specify the Invitation to Tender number. An electronic version of the tender dossier may also be obtained via free download from the addresses indicated above. Upon collection of the dossier, bidders must register by providing their full contact details (P.O. Box, Fax, Telex, Telephone).

However, the electronic submission of bids is conditional upon payment of the fee for the tender dossier, even though the download itself is free of charge.

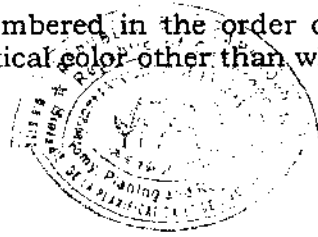
11-Submission of Bids:

The documents constituting the bid are divided into three volumes below, contained in a sealed envelope:

- **Envelope A** containing the Administrative Documents (Volume 1);
- **Envelope B** containing the Technical Bid (Volume 2);
- **Envelope C** containing the Financial Bid (Volume 3).

The various documents in each bid will be numbered in the order of the tender documents and separated by dividers of an identical color other than white.

12-Submission of bids:



The bid must be submitted by the bidder via the COLEPS platform no later than ~~23/11/2026~~ at 1:00 PM. A backup copy of the bid, saved on a USB drive or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy", in addition to the details below, within the prescribed timeframe.

**"RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS (URGENT PROCEDURE) No. 000010/AONR/MINEPAT/PADI-DJA/CSPM/2026 DATED 27 OCT 2026
FOR THE RECRUITMENT OF A FIRM TO ASSESS SUSTAINABLE SOCIO-ECONOMIC AND ENVIRONMENTAL OPPORTUNITIES FOR YOUTH AND WOMEN, AIMED AT TRANSFORMING GENDER-BASED SOCIAL RELATIONS**

Funding: MINFI Public Investment Budget (BIP), 2026 Fiscal Year

To be opened only during the bid opening session"

It must be accompanied by the original bid bond and the deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Fund.

File size and format

For online submission, the maximum sizes for documents transmitted via the platform and constituting the bidder's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

Accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders should use compression software to reduce the size of files to be transmitted if necessary.

N.B: The reference financial bid must be enclosed separately in a sealed envelope marked as such.

13-Admissibility of Bids:

Any incomplete bid in accordance with the requirements of the Call for Tenders Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-class organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the models of the documents in the Call for Tenders Documents, will result in the outright rejection of the offer without any recourse. A bid bond produced but having no connection with the consultation in question is considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

14- Opening of Bids:

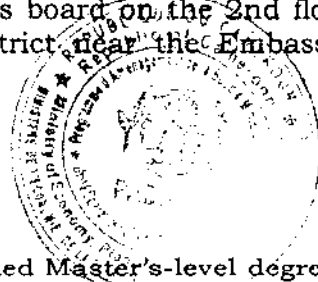
The opening of bids will take place in two stages. The opening of administrative and technical bids will take place on the same day as the submission deadline, at 2:00 p.m. sharp, in the meeting room PADI-DJA tenders board on the 2nd floor of the headquarters building, located in the Bastos district near the Embassy of the Republic of Congo.

15- Bid Evaluation Criteria:

15.1. Elimination Criteria:

a) Incomplete administrative file due to:

- Head of mission profile non-compliant (certified Master's-level degree [Bac+5] in environmental management, dated and signed CV, minimum of 10 years'



general professional experience, specific experience as Team Leader on at least three similar projects);

- Absence or non-compliance of the bid bond (deposit receipt, handwritten note, stamped at the current rate) at the time of bid opening, in accordance with the provisions of Circular No. 00014/C/MINMAP/CAB of July 23, 2025;
- Failure to produce, beyond the 48-hour deadline after bid opening, a document from the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of bid opening (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent practices, or falsification of documents;
- Failure to comply with file size and format requirements.

b) Technical offer for:

- Absence of a sworn statement attesting that the bidder has not abandoned a purchase order in the last three years, and that it is not on the list of defaulting companies established by MINMAP (In the case of a group, each member will produce this sworn statement);
- Absence of the integrity charter;
- Absence of the social and environmental commitment declaration;
- Use of a public official without proof of his or her release from public service;
- Absence of a financing capacity (available credit line) issued by a top-tier bank approved by the Minister of Finance of at least 40,000,000 CFA francs **in accordance with Circular Letter No. 000003/LC/PRC/MINMAP/CAB dated March 17, 2026;**
- Technical score obtained below 80 points / 100.

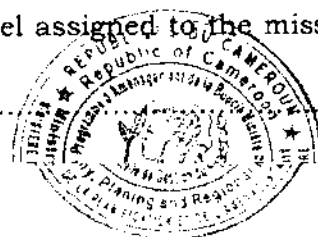
c) Incomplete financial offer due to:

- Absence of a stamped, dated, and signed submission;
- Absence of a price schedule according to the model, indicating prices excluding VAT in figures and words, initialed on all pages and signed on the last page;
- Absence of a dated, signed, and stamped Bill of Quantities and Estimate;
- Absence of a sub-detail of a quantified price;
- Omission of a quantified unit price in the financial offer;
- Non-compliance with the submission method;

15.2. Essential Criteria:

Technical bids will be evaluated out of **100 points** based on the following essential criteria:

- | | |
|--|----|
| a) Presentation of the proposal | 05 |
| points | |
| b) References and experience of the consulting firm | 20 |
| points | |
| c) Methodology and execution schedule for the assignment | 25 |
| points | |
| d) Experience and qualifications of key personnel assigned to the mission .. | 40 |
| points | |
| e) Materials and equipment | 10 |
| points | |



The purpose of this evaluation is to identify eligible technical offers, i.e., those with scores of 80 points or higher.

16-Duration of Bid Validity:

Bidders shall remain bound by their bid for ninety (90) days from the deadline set for submission of bids.

17-Awarding the Letter of Intent:

The letter of intent will be awarded to the bidder who has met all the elimination criteria and whose offer is deemed the best in technical and financial terms, i.e., the one who has obtained the highest overall score. Overall Score $Ng=0.80 Nt + 0.20 Nf$

18-Additional Information:

Additional technical information may be obtained from the Integrated Development and Management Program for the Dja Mining Loop and the Adjacent Border Area (PADI-Dja), Department of Rural and Community Development, Office of the Head of Department, door 204

19-Fighting Corruption and Malpractices

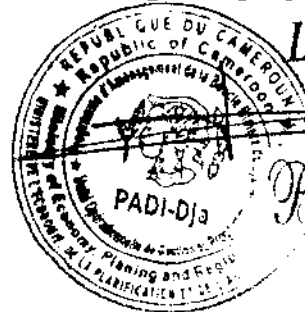
To report corrupt practices, facts, or acts, please call CONAC at 1517 or the Public Procurement Authority (MINMAP) (text or call) at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde on the 27.09.2026

Extensions:

- MINMAP;
- ARMP (for inclusion in the JDM);
- President CSPM (for information);
- Display (for information).
- Chrono/Archiving ;
- CELCOM

**The PADI-DJA Coordinator
Delegated project master**



Le Coordonnateur

Blondeau / Matala